

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

**SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES
-STIP-**

Siège social : Centre Urbain Nord, Boulevard de la Terre 1003- Tunis El Khadra.

La Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques -STIP- publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2011 tels qu'ils ont été soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue en date du 19 juin 2012. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, Mr Mohamed Zinelabidine CHERIF et Mr Mohamed Neji HERGLI.

**Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA
Bilan Consolidé**

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

Actifs	Notes	Solde au 31 Décembre	
		2011	2010
Actifs non courants			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles		14 873 375	14 725 924
- Amortissements des immobilisations incorporelles		(10 049 264)	(9 147 701)
	IV.1	4 824 111	5 578 223
Immobilisations corporelles		179 934 067	178 832 289
- Amortissements des immobilisations corporelles		(148 040 039)	(139 569 378)
Provision pour dépréciation des immobilisations		(47 059)	-
	IV.1	31 846 970	39 262 911
Immobilisations financières	IV.2	633 380	645 010
Total des actifs immobilisés		37 304 461	45 486 143
Autres actifs non courants		28 122	29 597
Total des actifs non courants		37 332 583	45 515 740
Actifs courants			
Stocks		51 293 323	38 289 019
-Provisions pour dépréciation des stocks		(1 108 183)	(1 058 672)
	IV.3	50 185 140	37 230 347
Clients et comptes rattachés		34 673 439	37 594 507
-Provisions pour dépréciation des comptes clients		(21 828 107)	(22 542 403)
	IV.4	12 845 332	15 052 105
Autres actifs courants	IV.5	6 669 753	9 231 004
Placements et autres actifs financiers		3 302 722	3 775 209
Liquidités et équivalents de liquidités	IV.6	10 251 709	13 530 015
Total des actifs courants		83 254 656	78 818 680
Total des actifs		120 587 239	124 334 420

Bilan Consolidé

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

Capitaux propres et passifs	Notes	Solde au 31 Décembre	
		2011	2010
Capitaux propres			
Capital social		12 623 472	12 623 472
Actions propres		(325 774)	(325 774)
Réserves consolidées		(113 008 840)	(96 183 519)
Autres capitaux propres consolidés		9 454 686	9 391 730
Résultat de l'exercice, part du groupe		(15 485 164)	(16 825 321)
Total des capitaux propres	IV.7	(106 741 619)	(91 319 411)
Intérêts minoritaires dans autres capitaux propres		1 908 247	2 730 637
Intérêts minoritaires dans résultat		(412 797)	(866 988)
Total des intérêts minoritaires	IV.8	1 495 450	1 863 649
Passifs			
Passifs non courants			
Emprunts et dettes assimilées	IV.9	20 925 137	11 510 191
Autres passifs non courants		844 649	844 649
Provisions pour risques et charges		390 123	270 088
Total des passifs non courants		22 159 910	12 624 929
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.10	14 517 127	9 556 705
Autres passifs courants	IV.11	25 819 520	22 338 737
Concours bancaires et autres passifs financiers	IV.12	163 336 852	169 269 811
Total des passifs courants		203 673 499	201 165 254
Total des passifs		225 833 409	213 790 183
Total des capitaux propres et des passifs		120 587 239	124 334 420

Etat de résultat Consolidé

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

	Notes	Exercice de 12 mois clos le	
		31/12/2011	31/12/2010
Produits d'exploitation			
Revenus	IV.13	111 704 805	115 038 325
Autres produits d'exploitation		449 303	515 235
Total des produits d'exploitation		112 154 108	115 553 560
Charges d'exploitation			
Variation des stocks de produits finis et des encours		(7 965 759)	(2 697 253)
Achats de marchandises consommés	IV.14	79 530	4 100 307
Achats d'approvisionnements consommés	IV.15	83 707 986	69 492 991
Charges de personnel	IV.16	24 526 921	22 431 405
Dotations aux amortissements et aux provisions	IV.17	9 882 368	18 185 441
Autres charges d'exploitation		6 352 894	6 585 313
Total des charges d'exploitation		116 583 940	118 098 204
Résultat d'exploitation		(4 429 832)	(2 544 644)
Charges financières nettes		11 736 753	14 979 553
Produits des placements		22 234	25 502
Autres gains ordinaires		719 580	609 453
Autres pertes ordinaires		232 697	594 157
Résultat des activités ordinaires avant impôt		(15 657 467)	(17 483 399)
Impôt sur les bénéfices		240 493	208 911
Résultat net des sociétés intégrées		(15 897 961)	(17 692 310)
Part revenant aux intérêts minoritaires		412 797	866 988
Résultat net revenant à la société mère		(15 485 164)	(16 825 321)

Etat des flux de trésorerie consolidé

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

	Exercice de 12 mois clos le	
	31/12/2011	31/12/2010
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Résultat net	(15 897 960)	(17 692 310)
- Ajustements pour:		
Dotations aux amortissements et aux provisions	13 342 388	18 629 503
Reprises sur provisions et amortissements	(3 758 390)	(979 094)
Différence de change sur liquidités et équivalents de liquidités	(8 786)	(8 201)
Transfert de charges	409 358	367 320
Variation de l'écart de conversion	93 448	178 009
Plus value de cession des immobilisations corporelles	-	(24 600)
Moins value sur cession des immobilisations corporelles	43 635	17 006
- Variations des :		
Stocks	(13 004 304)	(4 015 801)
Créances	2 357 161	4 257 703
Autres actifs courants	(32 396)	(3 947 788)
Placements et autres actifs financiers	415 409	(7 334)
Fournisseurs et autres dettes	11 167 174	4 999 099
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(4 873 263)	1 773 511
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décaissement provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 774 412)	(2 020 491)
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	134 911	25 190
Encaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	2 601	66 856
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	(4 308)	(115 291)
Décaissements provenant de l'acquisition d'actifs non courants	(7 314)	(21 083)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 648 523)	(2 064 819)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Encaissements provenant des emprunts	41 936 761	33 594 675
Décaissement pour remboursement des emprunts	(38 069 384)	(26 730 590)
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement	3 867 377	6 864 086
Incidence de la variation des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	8 786	8 201
Incidence de la conversion des flux de trésorerie des filiales étrangères	15 367	11 076
Variation de trésorerie	(2 630 256)	6 592 055
Trésorerie au début de l'exercice	(38 370 534)	(44 962 588)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(41 000 790)	(38 370 534)

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

I. PRESENTATION DU GROUPE

I.1. STRUCTURE JURIDIQUE DES SOCIETES DU GROUPE

Le groupe « STIP » est composé de quatre sociétés qui sont :

– La société STIP SA qui est une société anonyme, créée le 21 juillet 1980. Son capital est de 42 078 240 DT. A la date du 30 Juin 2008, le capital social a été réduit pour un montant de 29 454 768 DT rapportant ainsi la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT l'action. Par la même Assemblée Générale Extraordinaire, une augmentation du capital sans issue pour le montant de 42 078 240 DT (émission de 14 026 080 nouvelles actions) a été prononcée.

La société est réputée commerçante et est régie par la réglementation Tunisienne, ainsi que les dispositions de ses statuts qui prévoient comme objet principal, la fabrication et la commercialisation de pneumatiques et de tous autres articles en caoutchouc manufacturé. Suite à son acquisition de la société SONAP, la STIP est devenue, à partir de juillet 1991, l'unique producteur de pneumatiques en Tunisie.

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit commun et bénéficie à ce titre des avantages fiscaux relatifs à l'exportation de biens et de services. L'assemblée générale extraordinaire du 12 octobre 2001, a décidé l'ouverture du capital par offre publique de vente. Cette opération a porté sur 382 529 actions représentant 10% du capital social.

– La société SOMACOP est une société anonyme constituée en 1983. Son capital a été augmenté à plusieurs reprises pour être porté, au 31 décembre 2011, à 595 000 DT.

La société a pour objet le commerce de tout article en pneumatique et industriel, la vulgarisation du caoutchouc et de ses dérivés et la commercialisation de tous articles et matériels se rapportant à la manutention ainsi que tous les accessoires se rapportant à ladite activité.

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit commun.

– La société SOMACOP PLUS est une société à responsabilité limitée constituée en 1998 avec un capital de 10 000 DT.

La société a pour objet le commerce de tout article de pneumatiques de caoutchouc industriel, la promotion, la vente, la réparation et la vulcanisation du pneumatique, de ses dérivés et ses composantes ainsi que l'entretien et la maintenance des véhicules et plus particulièrement des pneumatiques et tout organe ayant un rapport direct ou indirect avec ceux-ci.

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit commun.

– La société SMTP Amine est une société anonyme de droit marocain, constituée en 1997. Son capital est 7 152 738 DT au 31 décembre 2011 (55 943 000 DM). La société a pour objet l'achat, la vente et l'importation de pneumatiques de toutes dimensions sur l'ensemble du territoire marocain ainsi que le service après vente des pneumatiques.

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit fiscal marocain.

I.2. PARTICIPATION ET ORGANIGRAMME DU GROUPE

Les participations de la société STIP dans ses filiales se détaillent comme suit :

- La STIP détient 59 492 actions sur les 59 500 actions composant le capital de la SOMACOP, soit un pourcentage de contrôle de 99,99%.
- La SOMACOP détient 1 998 parts des 2 000 parts sociales composant le capital social de la SOMACOP PLUS, soit un pourcentage de contrôle de 99,90%.
- La STIP détient 363 975 actions des 559 430 actions composant le capital de la SMTP Amine, soit un pourcentage de contrôle de 65,06%.

II. REFERENTIEL COMPTABLE

II.1. DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers consolidés relatifs à la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, et notamment les normes comptables (NCT 35 à 39) relatives à la consolidation.

Aux fins d'intégration, la conversion en monnaie de présentation (Dinar Tunisien) des comptes des filiales étrangères, est effectuée conformément à la norme internationale d'information financière IAS 21 « *Effets des variations des cours en monnaies étrangères* ».

La similarité des cadres conceptuels du référentiel national et international a justifié le recours à ladite norme, en l'absence de dispositions normatives explicites dans le système comptable des entreprises.

III. PERIMETRE, METHODES ET REGLES DE CONSOLIDATION

III.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes individuels de la STIP et de toutes les filiales contrôlées par celle-ci.

Sont exclues du périmètre de consolidation les entreprises pour lesquelles les titres de participation ont été acquis uniquement en vue d'une cession ultérieure dans un avenir proche. Lorsque des restrictions sévères et durables mettent en cause la capacité du groupe à contrôler la politique d'exploitation et les actifs d'une filiale ou d'une participation, celle-ci est également exclue du périmètre de consolidation.

Par rapport à l'exercice clos le 31 Décembre 2010, le périmètre de consolidation n'a connu aucune variation et comprend quatre sociétés intégrées globalement au 31 décembre 2011:

Les entreprises retenues dans le périmètre de consolidation, le pourcentage de contrôle, et le pourcentage d'intérêt revenant au groupe se présentent comme suit :

	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
Mère			
Société Tunisienne des Industries Pneumatiques	IG	100,00%	100,00%
Filiales			
SOMACOP	IG	99,99%	99,99%
SOMACOP PLUS	IG	99,90%	99,89%
SMTP Amine	IG	65,06%	65,06%

IG: Intégration globale

III.2. METHODES DE CONSOLIDATION

- *Sociétés consolidées par intégration globale*

Les entreprises sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale, y compris les entreprises à structure de comptes différente.

Le groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financière et opérationnelle de cette filiale afin de tirer avantage de ses activités. Ce contrôle résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans l'entreprise consolidée,
- soit de la désignation de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une filiale en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Le contrôle est en outre présumé exister ; dès lors qu'une entreprise détient directement ou indirectement 40% au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne.

La méthode de l'intégration globale a été appliquée conformément à la démarche suivante :

- Les états financiers individuels de la mère et de ses filiales sont combinés ligne par ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges.
- Les opérations réciproques entre sociétés du groupe sont éliminées d'une manière symétrique
- Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère.
- La valeur comptable de la participation du groupe dans chaque filiale et la quote-part du groupe dans les capitaux propres sont éliminées pour déterminer les réserves consolidées et la part des minoritaires dans les réserves.

Les pertes revenant aux minoritaires dans une filiale consolidée peuvent être supérieures aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la filiale. Cet excédent et toutes les pertes futures relatives aux minoritaires sont imputés aux intérêts majoritaires sauf si les minoritaires ont une obligation irrévocable de compenser les pertes et sont capables de le faire. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, les intérêts majoritaires se voient allouer la totalité de ces bénéfices jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires antérieurement imputée aux majoritaires ait été recouvrée.

III.3. REGLES DE CONSOLIDATION

- *Coût d'acquisition des titres, écart d'acquisition et écart d'évaluation*

Coût d'acquisition des titres

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur par l'acquéreur majoré des coûts considérés comme significatifs directement imputables à l'acquisition, nets de l'économie d'impôts correspondante.

Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondant à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation des actifs et passifs de l'entreprise acquise, sont amortis linéairement sur une période qui ne peut excéder vingt ans, spécifiquement définie en fonction des conditions particulières à chaque acquisition.

Chaque fois que des informations ont été disponibles, les écarts d'acquisition sont identifiés et constatés en actif selon le cas, soit en immobilisations incorporelles pour les filiales intégrés globalement, soit en titres mis en équivalence pour les autres entreprises.

Ecart d'évaluation

Les écarts d'évaluation correspondant aux différences entre la valeur d'entrée réestimée dans le bilan consolidé des actifs, passifs de l'entreprise acquise et la valeur comptable de ces éléments sont comptabilisés selon les règles communes applicables aux éléments correspondants.

- *Variation du pourcentage d'intérêt dans une société consolidée*

L'augmentation du pourcentage d'intérêt détenu dans une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire amorti selon les règles précisées ci-dessus. La baisse du pourcentage d'intérêt dans une entreprise restant consolidée, notamment à la suite d'une opération sur le capital dilutive pour la société du groupe détenant la participation dans ladite entreprise, donne lieu à un amortissement complémentaire de l'écart d'acquisition.

- *Opérations réciproques*

Les comptes réciproques, ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au groupe et ayant une influence significative sur les états financiers consolidés, sont éliminés lorsqu'ils concernent des entités faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

- *Actions émises par la STIP détenues par le groupe*

Les actions émises par la STIP et acquises avec pour objectif de régulariser les cours ou encore celles qui sont détenues par le groupe sont portées en réduction des capitaux propres consolidés pour leur valeur d'acquisition ; dans l'hypothèse d'une cession ultérieure de ces titres, le résultat de cession et l'impôt correspondant sont inscrits dans les capitaux propres consolidés.

- *Conversion des états financiers individuels des filiales étrangères*

Le résultat et la situation financière de la SMTP, établie au Maroc, et libellés en Dirham Marocain (Monnaie fonctionnelle) ont été être convertis en Dinar Tunisien (Monnaie de présentation), en utilisant les procédures suivantes :

- (a) Les actifs et les passifs de chaque bilan présenté (y compris à titre comparatif) ont être convertis au cours de clôture à la date de chacun de ces bilans ;
- (b) Les produits et les charges de chaque compte de résultat (y compris à titre comparatif) ont été convertis au cours de change moyen pour la période ; et
- (c) Tous les écarts de change en résultant ont été portés en capitaux propres sous rubrique distincte intitulée « Ecart de conversion ». Les écarts de change cumulés provenant de la conversion et attribuables aux intérêts minoritaires sont affectés aux intérêts minoritaires et portés en tant que tels dans le bilan consolidé.

Un cours de change moyen pondéré pour la période a été utilisé pour la conversion des flux de trésorerie de la SMTP. En effet, IAS 21 n'autorise pas l'utilisation du cours de change à la date de clôture pour la conversion des flux de trésorerie d'une filiale étrangère.

III.4. DATE DE CLOTURE

La date de clôture retenue pour l'arrêté des états financiers consolidés correspond à celle des états financiers individuels, soit le 31 décembre de chaque année.

III.5. BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Le groupe a accusé une perte nette consolidée de 15 485 164 DT pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, portant les capitaux propres consolidés arrêtés à cette date à la somme négative de 106 741 619 DT.

Sur une base consolidée, le passif exigible était, au 31 décembre 2011, supérieur de 120 418 843 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 105 246 169 DT au total de l'actif.

Par ailleurs, bien que la société mère ait établi un plan d'assainissement financier mis à jour pour la période 2008-2011, et en dehors des décisions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2008 prévoyant simultanément une réduction du capital motivée par des pertes de 29.454.768 DT par la réduction de la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT et une augmentation du capital en numéraire, non suivie d'effets, de 42.078.240 DT par émission de nouvelles actions de 3 DT chacune, la situation financière de la société n'a pas encore fait l'objet d'un assainissement.

Suite à la révolution, le conseil d'administration de la STIP a décidé, dans sa réunion du 11 février 2011, la suspension de l'opération de privatisation qui était envisagée par ouverture de son capital à des investisseurs stratégiques.

Le conseil d'administration réuni le 17 mai 2011 a, néanmoins, autorisé la Direction Générale de la société mère à examiner avec les banques concernées une nouvelle démarche permettant d'adapter l'approche de restructuration de la société à la situation actuelle du pays après la révolution et favorisant l'avancement dans le sens de l'amélioration des performances de la STIP et ce, dans l'attente de la solution finale dont la composante essentielle est une augmentation substantielle du capital à réaliser par des actionnaires de référence. Les grandes lignes de cette démarche consistent, d'abord, à suspendre le cours des intérêts de retard générés par les emprunts bancaires, ensuite, à consolider immédiatement une première tranche des engagements bancaires et démarrer son remboursement et, enfin, à inciter les banques à financer l'exploitation de la STIP en remboursant les autres tranches moyennant une majoration de chaque échéance des crédits de gestion d'un taux croissant avec l'engagement de chacune des banques.

La société mère s'est officiellement arrangée avec deux banques et continue à négocier avec les autres banques concernées pour le traitement de ses engagements.

Nonobstant les incertitudes précitées, les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus en matière de continuité de l'exploitation qui prévoient que le groupe sera en mesure de réaliser ses éléments d'actif et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal des affaires.

En conséquence, les états financiers consolidés ont été établis en adoptant le concept de capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique.

Les autres méthodes d'évaluation les plus significatives se résument comme suit:

UNITE MONETAIRE

Les états financiers consolidés sont établis en Dinar Tunisien.

Les états financiers individuels des filiales étrangères ont été intégrés en appliquant les procédures de conversion décrites ci-avant (Cf. III.3).

Les soldes des opérations libellées en monnaie étrangères réalisées par les entités dont la monnaie fonctionnelle est le Dinar Tunisien, ont été convertis au cours de clôture et les gains et

pertes de change ont été imputées directement aux résultats conformément aux dispositions de la norme NC 15 relative aux opérations en monnaies étrangères.

IMMOBILISATIONS

Seuls les éléments répondant aux critères de prise en compte d'un actif ont été immobilisés. Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'entrée qui comprend le prix d'achat augmenté des droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs tels que les commissions et courtages, les frais de transit, les frais de préparation du site, les frais de livraison, de manutentions initiales et les frais d'installation.

Les amortissements sont calculés sur les durées d'utilisations effectives de chaque immobilisation suivant le système linéaire et sur la base des taux suivants:

Nature d'immobilisation	Taux d'amortissement
Logiciels informatiques	33%
Know How	10%
Fonds de commerce	5%
Constructions	2,5% à 5%
Installations, Agencements et Aménagements des constructions	10%
Matériel et outillage industriel	10%
Matériel informatique	15%
Matériel de transport	20%
Mobilier et matériel de bureau	10%

La société mère a réévalué ses immobilisations au cours de l'exercice 1996. Cette opération a été faite sur la base des indices de réévaluation fixés par le décret 90-905 du 04 juin 1990 et a permis de dégager une réserve spéciale de réévaluation de 7 705 346 DT, inscrite parmi les autres capitaux propres.

Les valeurs nettes comptables des immobilisations réévaluées sont amorties linéairement aux taux suivants:

Nature d'immobilisation	Taux
Constructions	2,5% à 5%
Matériels et outillages industriels	20%

STOCKS

Les valeurs d'exploitation comprennent les matières premières, les matières consommables, les produits en cours, les produits finis et les marchandises.

Les stocks de matières premières, de matières consommables, de produits en cours et de produits finis sont valorisés conformément au paragraphe 43 de la norme comptable NC 04 relative aux stocks, au coût d'achat ou au coût de production déterminés sur la base de coûts standards calculés au début de l'année sur la base des prévisions budgétaires et ce dans la mesure où le coût global standard des stocks ne s'écarte pas de manière significative au coût global réel des stocks pendant la période considérée.

Le coût réel est systématiquement calculé, en fin de période, puis comparé au coût standard au titre des périodes caractérisées par des hausses inattendues des prix des matières et/ou des cours de change ou des évolutions anormales des autres coûts de production. Durant ces périodes, l'appréciation du caractère significatif ou non de l'écart résultant de la comparaison entre les deux coûts (réel et standard) détermine lequel des deux coûts servirait à la valorisation des dits stocks.

Le coût réel d'achat ou de production des stocks comprend :

- Pour les stocks de matières premières et de matières consommables, le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurances liés au transport de réception et autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés,
- Pour les stocks d'en cours de production et de produits finis, le coût d'achat des matières consommées dans la production et une juste part des coûts directs et indirects de production pouvant être raisonnablement rattachée à la production. Lorsque le niveau réel de production est inférieur à la capacité normale de production, les frais généraux fixes de production tels que les charges d'amortissement des bâtiments et équipements industriels et les frais de gestion et d'administration de la production sont imputés au coût de production à hauteur du niveau réel de production à la capacité normale de production (la méthode de l'imputation rationnelle).

Le stock de pièces de rechange est valorisé au coût réel d'achat en utilisant la méthode du coût moyen pondéré après chaque sortie.

En matière de provision sur stock de produits finis, il est procédé comme suit:

- Pour le stock de pneus destinés à l'exportation (essentiellement agricoles) dont la valeur de réalisation nette est inférieure au coût de production ; une provision égale à la différence est constatée.
- Pour les produits finis fabriqués pour le compte de la société " Pirelli" et qui sont facturés à un prix conventionnel, une provision égale à la différence entre le prix de vente et le coût réel de production a été constituée.

EMPRUNTS

Le principal des emprunts est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est classée parmi les passifs courants.

IV. NOTES EXPLICATIVES DU BILAN ET DE L'ETAT DE RESULTAT**IV.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

Les immobilisations corporelles et incorporelles nettes s'élèvent au 31/12/2011 à 36 671 081 DT. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	Valeur brute au 31/12/2010	Acquisitions	Cessions	Transfert	Ecart de conversion	Valeur brute au 31/12/2011	Amorts cumulés au 31/12/2010	Dotations 2011	Régularisations	Trans	Ecart de conversion	Amorts cumulés au 31/12/2011	VCN au 31/12/2011
Immobilisations incorporelles													
-Know How	7 004 062	-	-	-	-	7 004 062	(5 552 900)	(483 721)	-	-	-	(6 036 621)	967 442
-Logiciels	672 422	42 234	-	390	698	715 744	(635 122)	(18 834)	-	(7)	(594)	(654 557)	61 187
-Fonds commercial	7 036 178	-	-	-	97 200	7 133 378	(2 959 680)	(398 407)	-	-	-	(3 358 087)	3 775 291
-Encours	13 262	20 191	(13 262)	-	-	20 191	-	-	-	-	-	-	20 191
Sous-total (I)	14 725 924	62 425	(13 262)	390	97 898	14 873 375	(9 147 701)	(900 962)	-	(7)	(594)	(10 049 264)	4 824 110
Immobilisations corporelles													
-Terrains	1 368 098	-	-	-	-	1 368 098	-	-	-	-	-	-	1 368 098
-Constructions	24 961 390	-	-	-	3 564	24 964 954	(13 807 006)	(853 802)	-	-	(519)	(14 661 327)	10 303 627
-Constructions réévaluées	870 029	-	-	-	-	870 029	(542 571)	(14 320)	-	-	-	(556 891)	313 139
-Constructions sur sol d'autrui	155 500	-	-	-	-	155 500	(95 121)	-	-	-	-	(95 121)	60 379
-Agencement et Aménagt. des constructions	3 457 201	119 118	-	-	-	3 576 319	(2 755 071)	(121 026)	484 363	-	-	(2 391 734)	1 184 585
-Matériel & outillages industriels	101 575 797	340 441	(484 363)	(27 271)	16 882	101 421 486	(78 082 786)	(7 397 221)	2 654	-	(12 075)	(85 489 428)	15 932 058
-Matériel & outil. industriels réévalués	37 680 162	148 342	-	(25 804)	-	37 802 700	(37 625 194)	-	-	-	-	(37 625 194)	177 506
-Matériel de transport	1 925 609	231 812	(19 878)	1 051	759	2 139 354	(1 601 744)	(103 087)	10 291	(261)	(724)	(1 695 525)	443 829
-Matériel informatique	1 365 345	67 726	-	(2 285)	(252 751)	1 178 035	(1 208 709)	(34 173)	-	766	185 717	(1 056 399)	121 636
-Agencement, Aménagts & Installations	4 841 958	113 124	(225 040)	(1 827)	(3 468 290)	1 259 926	(3 352 130)	(82 380)	107 904	276	2 351 112	(975 218)	284 707
-Equipement de bureau	590 721	95 614	(1 650)	(3 122)	3 782 453	4 464 016	(499 046)	(415 857)	2 255	-	(2 580 556)	(3 493 205)	970 811
-En cours	40 481	732 003	-	(40 481)	1 650	733 653	-	-	-	-	-	-	733 653
Sous-total (II)	178 832 289	1 848 180	(730 931)	(99 738)	84 268	179 934 067	(139 569 378)	(9 021 865)	607 467	781	(57 045)	(148 040 039)	31 894 028
Prov pour dépréciation immo SMTP (III)								(47 059)				(47 059)	(47 059)
Total (I+II+III)	193 558 214	1 910 605	(744 193)	(99 348)	182 166	194 807 444	(148 717 079)	(9 068 924)	607 467	774	(57 639)	(148 087 098)	31 846 970

IV.2. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières nettes s'élèvent au 31/12/2011 à 633 380 DT contre 645 010 DT au 31/12/2010. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2011	Solde au 31/12/2010
Dépôts et cautionnements	497 087	494 179
Dépôts bancaires	136 293	150 831
Total	633 380	645 010

IV.3. STOCKS

Les stocks nets s'élèvent au 31/12/2011 à 50 185 140 DT contre 37 230 347 DT au 31/12/2010. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2011	Solde au 31/12/2010
Matières premières	14 138 728	13 738 712
Autres approvisionnements	8 594 340	8 182 860
Stock de marchandises	7 882 749	3 030 523
Produits finis	17 183 068	9 834 165
Stock d'en-cours de productions de biens	3 494 437	3 502 759
Total brut des stocks	51 293 323	38 289 019
- Provision pour dépréciation	(1 108 183)	(1 058 672)
Total valeur nette	50 185 140	37 230 347

IV.4. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les clients et comptes rattachés s'élèvent au 31/12/2011 à 12 845 332 DT contre 15 052 105 DT au 31/12/2010. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2011	Solde au 31/12/2010
Clients locaux	1 917 135	2 606 079
Clients étrangers	13 885 162	14 301 888
Clients, effets à recevoir	427 047	1 009 524
Clients douteux	18 444 096	19 677 018
Total brut des stocks	34 673 439	37 594 508
-Provisions pour dépréciation des comptes clients	(21 828 107)	(22 542 403)
Total valeur nette	12 845 332	15 052 105

IV.5. AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants s'élèvent au 31/12/2011 à 6 669 753 DT contre 9 231 004 DT au 31/12/2010. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2011	Solde au 31/12/2010
Fournisseurs débiteurs	1 348 086	4 293 054
Personnel et comptes rattachés débiteurs	123 513	220 776
Etat et comptes rattachés débiteurs	5 443 279	5 148 432
Comptes courants associés débiteurs	13 421	65 804
Autres débiteurs	525 033	238 828
Comptes de régularisation Actif	504 460	364 570
Total valeur brute	7 957 792	10 331 465
Provision pour dépréciation des autres actifs courants	(1 288 039)	(1 100 460)
Total valeur nette	6 669 753	9 231 004

IV.6. LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 31/12/2011 à 10 251 709 DT contre 13 530 015 DT au 31/12/2010. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2011	Solde au 31/12/2010
Banques	603 511	567 827
Caisses	107 381	157 375
Chèques à L'Encaissement	8 054 647	6 645 889
Effets à L'Encaissement	-	42 247
Effets à L'Escompte	54 367	497 660
Régies d'avance & accréditifs	969 725	5 039 017
Bons de trésor	405 000	580 000
Blocage Saisie Arrêt	57 078	-
Total	10 251 709	13 530 015

IV.7. CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres consolidés sont passés de (74 494 090) DT au 31/12/2010 à (91 256 456) DT au 31/12/2011. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2011	Solde au 31/12/2010
Capital social	12 623 472	12 623 472
Total 1	12 623 472	12 623 472
Réserve légale	2 419 912	2 419 912
Réserves spéciales	2 603 050	2 603 050
Réserve spéciale de réévaluation	7 705 346	7 705 346
Subvention d'investissement	60 218	80 313
Ecart de conversion	1 689 122	1 606 071
Résultats reportés	(118 031 802)	(101 206 481)
Total 2	(103 554 154)	(86 791 789)
Actions propres	(325 774)	(325 774)
Total 3	(325 774)	(325 774)
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice	(91 256 456)	(74 494 090)
Résultat net des sociétés intégrées	(15 897 961)	(17 692 310)
Part revenant aux intérêts minoritaires	412 797	866 988
Total des capitaux propres après affectation du résultat	(106 741 619)	(91 319 411)
Résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société mère	(15 485 164)	(16 825 321)
Actions ordinaires en circulation	4 207 824	4 207 824
Résultat par action (de base et dilué)	(3,680)	(3,999)

IV.8. INTERETS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires ont passés de 1 863 649 DT au 31/12/2010 à 1 495 450 DT au 31/12/2011. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2011	Solde au 31/12/2010
Dans capital et réserves	1 001 187	1 868 175
Dans écart de conversion	907 061	862 462
Dans le résultat	(412 797)	(866 988)
Total	1 495 450	1 863 649

IV.9. EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES

Les emprunts et dettes assimilées s'élèvent au 31/12/2011 à 20 925 137 DT contre 11 510 191 DT au 31/12/2010. Ils se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2011	31/12/2010
Échéances à plus d'un an sur emprunts STIP	20 786 522	11 305 034
Échéances à plus d'un an sur emprunts SOMACOP	20 854	76 557
Échéances à plus d'un an sur emprunts SOMACOP+	58 803	70 562
Échéances à plus d'un an sur emprunts SMTP	58 959	58 038
Total	20 925 137	11 510 191

Les échéances à plus d'un an et celles à moins d'un an sur emprunts bancaires contractés par la société mère se présentent comparativement comme suit :

Bailleurs de fonds	Durée	Franchise	Taux	Crédit initial	Solde au 31/12/2010				Mouvements de 2 011			Solde au 31/12/2011			
					A + d'un an	A - d'un an	Echus impayés	Total	Débloccages	Rembts	Reclass.	A + d'un an	A - d'un an	Echus impayés	Total
UBCI crédit 1 269 888 DT	7 ans	2 ans	4,00%	4 210 656	-	90 706	-	90 706	-	90 706	-	-	-	-	-
UBCI Crédit 672 555,288 DT	7 ans	2 ans	4,00%	"	-	48 040	-	48 040	-	48 040	-	-	-	-	-
UBCI Crédit 1 474 524 DT	7 ans	2 ans	4,00%	"	-	105 323	105 323	210 646	-	210 646	-	-	-	-	-
UBCI Crédit 793 688,913 DT	7 ans		4,00%	"	-	56 692	-	56 692	-	56 692	-	-	-	-	-
STB Crédit : 2.063.027,120 DT	15 ans	3 ans	9,22%	14 000 000	945 554	171 919	945 554	2 063 027	-	-	171 919	773 635	171 919	1 117 473	2 063 027
STB Crédit : 2.372 171.477 DT	15 ans	3 ans	9,22%	"	1 136 666	197 681	1 037 825	2 372 171	-	-	197 681	938 985	197 681	1 235 506	2 372 171
STB Crédit : 3.358.906,778 DT	15 ans	3 ans	9,22%	"	1 539 499	279 909	1 539 499	3 358 907	-	-	279 909	1 259 590	279 909	1 819 408	3 358 907
STB Crédit : 1 205 894,625 DT	15 ans	2 ans	9,22%	"	602 947	100 491	502 456	1 205 895	-	-	100 491	502 456	100 491	602 947	1 205 895
STB Crédit : 2.372 546.236 DT	15 ans	2 ans	9,29%	"	1 095 021	182 504	1 049 395	2 326 920	-	-	182 504	912 518	182 504	1 231 899	2 326 920
STB Crédit : 2.627 453.764 DT	15 ans	2 ans	9,29%	"	1 212 671	202 112	1 162 143	2 576 926	-	-	202 112	1 010 559	202 112	1 364 255	2 576 926
STB Crédit : 5.000 000 DT	7 ans	-	7,31%	5 000 000	-	-	3 928 571	3 928 571	-	-	-	-	-	3 928 571	3 928 571
ATTIJARI Banque Crédit 2 000 000 DT	7 ans	2 ans	6,94%	2 000 000	-	-	1 090 462	1 090 462	-	-	-	-	-	1 090 462	1 090 462
Amen Bank Crédit 2 200 000 DT	12 ans	2 ans	6,91%	7 000 000	857 500	242 000	952 500	2 052 000	-	2 052 000	-	-	-	-	-
Amen Bank Crédit 800 000 DT	12 ans	2 ans	6,91%	"	311 750	88 000	346 250	746 000	-	746 000	-	-	-	-	-
Amen Bank Crédit 4 000.000 DT	10 ans	2 ans	7,00%	"	1 782 500	422 500	1 661 750	3 866 750	-	3 866 750	-	-	-	-	-
Amen Bank Crédit1 200 000 DT	3 ans	-	7,00%	1 200 000	-	-	1 200 000	1 200 000	-	1 200 000	-	-	-	-	-
Amen Bank Crédit consolidé 7 035 000 DT	10 ans	3 ans	0,00%	7 035 000	-	-	-	-	7 035 000	-	-	7 035 000	-	-	7 035 000
Amen Bank Crédit consolidé 4 180 787 DT	10 ans	10 ans	4,73%	4 180 787	-	-	-	-	4 180 787	-	-	4 180 787	-	-	4 180 787
Amen Bank Crédit consolidé 4 700 000 DT	3 ans	-		4 700 000	-	-	-	-	4 700 000	-	1 566 667	3 133 333	1 566 667	-	4 700 000
BFT Crédit : 3 000 000DT	7 ans	2 ans	6,91%	3 000 000	-	-	3 000 000	3 000 000		3 000 000	-	-	-	3 000 000	3 000 000

Bailleurs de fonds	Durée	Franchise	Taux	Crédit initial	Solde au 31/12/2010				Mouvements de 2 011			Solde au 31/12/2011			
					A + d'un an	A - d'un an	Echus impayés	Total	Déblocages	Rembts	Reclass.	A + d'un an	A - d'un an	Echus impayés	Total
UIB Crédit réaménagé : 3 555 000 DT	6 ans 2,5 ans		6,00%	4 000 000	-	323 160	3 231 840	3 555 000	-	-	-	-	-	3 555 000	3 555 000
UIB Crédit réaménagé :445 000 DT			7,00%	"	-	-	445 000	445 000	-	-	-	-	-	445 000	445 000
BTK Crédit 6 000 000 DT	12 ans	2 ans	7,94%	6 000 000	1 350 000	600 000	3 000 000	4 950 000	-	-	-	750 000	600 000	3 600 000	4 950 000
BTK Crédit réaménagé 1 050 000D				7,00%	1 050 000	330 000	144 000	576 000	1 050 000	-	-	-	185 000	145 000	720 000
BNA Crédit 8 424 000 DT	7 ans	2 ans	6,91%	10 000 000	-	-	8 424 000	8 424 000	-	-	-	-	-	8 424 000	8 424 000
BNA Crédit 1 576 000 DT	7 ans		6,00%	"	-	-	1 576 000	1 576 000	-	-	-	-	-	1 576 000	1 576 000
BNA Crédit 4410000DT	18M		8,00%	4 410 000	-	-	3 589 365	3 589 365	-	-	-	-	-	3 589 365	3 589 365
BIAT 2 500 000 DT	7 ans	2 ans	7,00%	2 500 000	-	-	2 500 000	2 500 000	-	-	-	-	-	2 500 000	2 500 000
BH Crédit 247 000 DT	10 ans		8,20%	247 000	140 926	33 440	7 944	182 310		32 768	36 268	104 658	36 268	8 616	149 542
Total					11 305 034	3 288 477	41 871 879	56 465 389	15 915 787	3 032 768	1 602 935	20 786 522	3 482 550	39 808 503	64 077 574

IV.10. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Les fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent au 31/12/2011 à 14 517 127 DT contre 9 556 705 DT au 31/12/2010. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2011	Solde au 31/12/2010
<i>Fournisseurs d'exploitation</i>		
Fournisseurs locaux	3 750 482	2 974 905
Fournisseurs étrangers	1 473 192	1 446 509
Fournisseurs locaux, retenus de garantie	-	383
Fournisseurs, factures non parvenues	8 283 967	4 525 212
Fournisseurs locaux, effets à payer	570 810	223 075
Total des fournisseurs d'exploitation	14 078 450	9 170 084
<i>Fournisseurs d'immobilisations</i>		
Fournisseurs d'immobilisations locaux	118 994	116 472
Fournisseurs d'immobilisations étrangers	25 555	25 555
Fournisseurs d'immobilisations locaux, retenus de garantie	234 338	244 595
Fournisseurs d'immobilisations, factures non parvenues	59 789	-
Total des fournisseurs d'immobilisations	438 676	386 622
Total	14 517 127	9 556 705

IV.11. AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs courants s'élèvent au 31/12/2011 à 25 819 520 DT contre 22 338 737 DT au 31/12/2010. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2011	Solde au 31/12/2010
Clients débiteurs	4 671 464	4 903 321
Personnel et comptes rattachés créditeurs	6 745 535	5 615 951
Etat et comptes rattachés créditeurs	7 699 951	5 757 470
Comptes courants associés créditeurs	1 317 119	1 489 554
Autres créditeurs	82 976	48 586
Comptes de régularisation Passif	2 231 275	1 428 401
Provisions courantes pour risques et charges	3 071 201	3 095 454
Total	25 819 520	22 338 737

IV.12. CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent au 31/12/2011 à 163 336 852 DT contre 169 269 811 DT au 31/12/2010. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2011	Solde au 31/12/2010
Échéances à moins d'un an sur emprunts	43 374 605	70 105 752
Emprunts courants	43 381 956	22 227 940
Intérêts courus	25 745 593	24 882 426
Banques débitrices	50 834 699	52 053 693
Total	163 336 852	169 269 811

IV.13. REVENUS

Les revenus réalisés au cours de 2011 s'élèvent à 111 704 805 DT contre 115 038 325 DT réalisés au cours de 2010. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos le 31/12/2011	Exercice de 12 mois clos le 31/12/2010
<i>Ventes locales</i>		
Ventes locales de produits finis	53 117 117	58 054 882
Ventes locales de marchandises	12 602 639	10 917 293
Ventes de produits intermédiaires	731 722	412 857
Ristournes sur ventes	(3 965 268)	(5 284 551)
Total des ventes locales	62 486 210	64 100 481
<i>Ventes à l'export</i>		
Exportation de produits finis	49 078 933	51 738 013
Exportation de produits finis Pirelli	-	33 568
Exportation de services	989 178	807 475
Ristournes sur ventes accordées	(849 517)	(1 641 212)
Total des ventes à l'export	49 218 595	50 937 844
Total	111 704 805	115 038 325

IV.14. ACHATS DE MARCHANDISES CONSOMMES

Les achats de marchandises consommés totalisent 79 530 DT au titre de l'exercice 2011 contre 4 100 307 DT au titre de l'exercice 2010. Les achats de marchandises consommés se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos le 31/12/2011	Exercice de 12 mois clos le 31/12/2010
Achats de marchandises	2 050 513	3 798 682
Variation de stocks de marchandises	(1 970 983)	301 625
Total	79 530	4 100 307

IV.15. ACHATS D'APPROVISIONNEMENTS CONSOMMES

Les achats d'approvisionnement consommés totalisent 83 707 986 DT au titre de l'exercice 2011 contre 69 492 991 DT en 2010. Les achats d'approvisionnement consommés se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos le 31/12/2011	Exercice de 12 mois clos le 31/12/2010
Achats de matières premières	75 718 864	64 649 623
Variation de stocks de matières premières	3 282 663	(209 016)
Total (1)	79 001 527	64 440 607
Achats de fournitures et de matières consommables (2)	4 706 459	5 052 384
Total (1) +(2)	83 707 986	69 492 991

IV.16. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel encourus en 2011 s'élèvent à 24 526 921 DT contre 22 431 405 DT en 2010. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos le 31/12/2011	Exercice de 12 mois clos le 31/12/2010
Salaires	19 436 375	17 831 168
Charges sociales	4 426 290	4 100 580
Autres charges sociales	550 281	413 876
Fonds social	113 975	85 781
Total	24 526 921	22 431 405

IV.17. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent au titre de l'exercice 2011 à 9 882 368 DT contre 18 185 441 DT au titre de l'exercice 2010. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos le 31/12/2011	Exercice de 12 mois clos le 31/12/2010
Résorption de charges à répartir	9 249	6 860
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	9 922 826	12 315 137
Dotation pour dépréciation des stocks	273 093	248 959
Dotation pour dépréciation des créances clients	2 256 236	2 292 525
Dotation aux provisions pour risques & charges d'exploitation	111 666	2 864 855
Dotation pour dépréciation des autres actifs courants	295 952	569 296
Reprise sur provisions pour risques & charges d'exploitation	(105 471)	-
Reprise sur dépréciation des stocks	-	(77 788)
Reprise sur dépréciation des créances clients	(2 962 341)	(34 412)
Reprise sur dépréciation des éléments financiers	81 159	10
Total	9 882 368	18 185 441

V. EVENTUALITES

2. La relation entre la STIP et ses salariés est régie par la convention interne d'établissement de la STIP. L'article 57 de cette convention prévoit ce que tout agent partant à la retraite bénéficie d'une indemnité de départ à la retraite.

Ainsi, en vertu de cet article, la société est redevable à son personnel partant d'indemnités de départ à la retraite et par conséquent, elle encourt à ce sujet un passif éventuel.

Toutefois, ce passif n'a pas pu être mesuré de façon fiable puisque son estimation est tributaire de plusieurs paramètres aléatoires (taux de rotation du personnel, taux des départs anticipés à la retraite, table de mortalité, taux d'actualisation,...) et justifiait, en conséquent, qu'une information dans les notes soit fournie conformément au paragraphe 18 de la norme NC 14 relative aux éventualités et aux événements postérieurs à la date de clôture.

3. la confrontation entre les engagements comptabilisés par la STIP jusqu'au 30 juin 2010 et ceux arrêtés, à la même date, par certaines banques ayant confirmé les dits engagements dans le cadre de la privatisation qui était envisagée par ouverture du capital à des investisseurs stratégiques a permis de relever des écarts entre ceux pris en compte en comptabilité et ceux inscrits sur les livres de ces banques au titre des intérêts et des engagements par signature pour respectivement 294 mDT et -1.390 mDT. Ces écarts, qui peuvent avoir un impact sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2011, n'ont pu être actualisés en l'absence de confirmations plus récentes des engagements de la STIP envers le secteur bancaire.

4. la société mère a fait l'objet, au cours des premiers mois de 2012, d'un contrôle fiscal couvrant les années 2009 et 2010 au titre de l'impôt sur les sociétés, des acomptes provisionnels, de la TVA, de la retenue à la source, de la TFP, de la contribution au FOPROLOS, de la TCL et de la taxe au profit du FODEC. Les résultats de ce contrôle fiscal ne sont pas encore notifiés à la société mère.

VI. ENGAGEMENTS HORS BILAN

I. Engagements hors bilan

1. Engagements financiers

Type d'engagement	Valeur Totale	Tiers	Entreprise liée	Associés	Provisions
1- Engagements donnés					
<u>a) Garanties réelles</u>					
• Hypothèques					
Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à la zone de Ksar Saïd		BFT,STB,Attijati B,ATB,BTK,UBCI, AMEN BANK,BNA,BIAT et UIB	BTK,STB et Attijari B	BTK,STB et Attijari B	
Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à Ezzaïet		BFT,STB,Attijati B,ATB,BTK,UBCI, AMEN BANK,BNA,BIAT et UIB	BTK,STB et Attijari B	BTK,STB et Attijari B	

Type d'engagement	Valeur Totale	Tiers	Entreprise liée	Associés	Provisions
Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à Tunis (Siège social)		Attijari B,ATB,UBCI	Attijari B	Attijari B	
• Nantissements Nantissement en rang utile en pari passu sur les fonds de commerce sis à Ezzaïet et à Menzel Bourguiba (Y compris les Matériels et outillages) Nantissements de la SMTP Nantissements du fond de commerce de la SMTP Nantissements du fond de commerce de la SMTP	31 500 000 MAD soit 5 442 885 DT 18 500 000 MAD soit 3 146 665 DT 13 000 000 MAD soit 2 211 170 MAD soit 75 698 DT	BFT,STB,Attijati B,ATB,BTK,UBCI, AMEN BANK,BNA,BIAT et UIB	BTK,STB et Attijari B	BTK,STB et Attijari B	
b) garanties personnelles					
Avals et cautions	445 047 MAD soit 76 900 DT				
Effets escomptés non échus	3 403 751				
Total	14 366 421				
2 - Engagements reçus					
a) garanties personnelles					
• Cautions personnelles	11 100 000				
Caution accordée par un client	1 000 000	SPG	NON	NON	
Caution accordée par un client	1 500 000	SPG	NON	NON	
Caution accordée par un client	3 000 000	SPG	NON	NON	
Caution accordée par un client	2 000 000	STPCI	NON	NON	
Caution accordée par un client	1 200 000	SOCOP	NON	NON	(2 087 927)
Caution accordée	400 000	Gros Pneus	NON	NON	

Type d'engagement	Valeur Totale	Tiers	Entreprise liée	Associés	Provisions
par un client					
Caution accordée par un client	1 000 000	CSPD	NON	NON	
Caution accordée par un client	1 000 000	SNP			
• Cautions bancaires	200 000				
Caution accordée par un client	200 000	Sté JOMAA	NON	NON	
b) Garanties réelles					
• Hypothèques	4 400 000				
Hypoyhèque sur titre foncier n° 39984	200 000	JOMAA ET CIE	NON	NON	
Hypoyhèque sur titre foncier n° 48957	50 000	JOMAA ET CIE	NON	NON	
Hypoyhèque sur titre foncier n° 75959	800 000	JOMAA ET CIE	NON	NON	
Hypoyhèque sur titre foncier n° 34391 Vente en cours	500 000	SOCOP	NON	NON	(2 087 927)
Hypoyhèque sur titre foncier n° 19282 affaire en cours	300 000	SOCOP	NON	NON	(2 087 927)
Hypoyhèque sur titre foncier n° 49059	150 000	SPE	NON	NON	
Hypoyhèque 1er rang (Zone industrielle Charguia)	1 700 000	STPCM	OUI	NON	(1 886 092)
Hypoyhèque sur titre foncier n° 49059	700 000	SNP			
• Nantissements	2 868 811				
Contrat de nantissement sur 4 fonds de commerce	1 246 000	JOMAA ET CIE	NON	NON	
Contrat de nantissement sur un fonds de commerce	922 811	JOMAA ET CIE	NON	NON	
Contrat de nantissement sur un fonds de commerce	300 000	SPE	NON	NON	

Type d'engagement	Valeur Totale	Tiers	Entreprise liée	Associés	Provisions
Contrat de nantissement sur un fonds de commerce	400 000	STPCM	OUI	NON	
TOTAL	18 568 811				8 149 873

2. Dettes garanties par des sûretés

Postes concernés	Montant garanti *
• Emprunts d'investissement	64 077 574
AMEN BANK	15 915 787
BFT	3 000 000
BH	149 542
BIAT	2 500 000
BNA	13 589 365
Attijari Bank	1 090 462
BTK	6 000 000
STB	17 832 418
UIB	4 000 000

* Montants en principal

Rapport des commissaires aux comptes sur l'audit des États financiers consolidés- Exercice clos le 31 décembre 2011

Messieurs les actionnaires de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur le contrôle des états financiers consolidés de la **SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES** arrêtés au 31 décembre 2010, tels qu'annexés au présent rapport.

1- Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci joints de la **SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES** et de ses filiales comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2011 ainsi que l'état de résultat consolidé, l'état des flux de trésorerie consolidé et les notes aux états financiers consolidés pour l'exercice clos à cette date.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés :

2- La direction est responsable de la préparation et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des commissaires aux comptes :

3- Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. A l'exception des limitations évoquées dans le paragraphe 6 ci-dessous, nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

4- Cet audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans le groupe relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

5- Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sur les états financiers consolidés.

Fondement de l'opinion avec réserves :

6- Les travaux d'audit de la filiale SMTP Amine, ont été limités par :

- L'indisponibilité d'un inventaire physique exhaustif des immobilisations de la société et par conséquent d'un rapprochement entre les résultats de l'inventaire physique de toutes les immobilisations et les données comptables correspondantes,
- La non justification des comptes « Etat, TVA récupérable » et « Etat, TVA facturée » présentant, à la date de clôture de l'exercice 2011, respectivement les soldes de 172 282 DT (contrevaieur de 997 KDH) et 1 814 054 DT (contrevaieur de 10 498 KDH).

Opinion avec réserves :

7- A notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans le paragraphe 6 ci-dessus, les états financiers consolidés de la **SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES**, annexés au présent rapport, sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du groupe au 31 décembre 2011, ainsi que le résultat de ses opérations et les flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément au système comptable des entreprises.

Paragraphes d'observation :

8- Nous attirons votre attention sur les notes suivantes aux états financiers qui décrivent certaines situations. Notre opinion ne comporte pas de réserves concernant ces questions :

8.1. La note **III.5** aux états financiers qui souligne l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son activité.

Cette note indique que le groupe a accusé une perte nette consolidée de 15 485 164 DT pour l'exercice clos au 31 décembre 2011, portant les capitaux propres consolidés arrêtés à cette date à la somme négative de 106 741 619 DT.

Sur une base consolidée, le passif exigible était, au 31 décembre 2011, supérieur de 120 418 843 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 105 246 169 DT au total de l'actif.

Par ailleurs, bien que la société mère ait établi un plan d'assainissement financier mis à jour pour la période 2008-2011, et en dehors des décisions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2008 prévoyant simultanément une réduction du capital motivée par des pertes de 29.454.768 DT par la réduction de la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT et une augmentation du capital en numéraire, non suivie d'effets, de 42.078.240 DT par émission de nouvelles actions de 3 DT chacune, la situation financière de la société n'a pas encore fait l'objet d'un assainissement.

Suite à la révolution, le conseil d'administration de la STIP a décidé, dans sa réunion du 11 février 2011, la suspension de l'opération de privatisation qui était envisagée par ouverture de son capital à des investisseurs stratégiques.

Le conseil d'administration réuni le 17 mai 2011 a, néanmoins, autorisé la Direction Générale de la société mère à examiner avec les banques concernées une nouvelle démarche permettant d'adapter l'approche de restructuration de la société à la situation actuelle du pays après la révolution et favorisant l'avancement dans le sens de l'amélioration des performances de la STIP et ce, dans l'attente de la solution finale dont la composante essentielle est une augmentation substantielle du capital à réaliser par des actionnaires de référence. Les grandes lignes de cette démarche consistent, d'abord, à suspendre le cours des intérêts de retard générés par les emprunts bancaires, ensuite, à consolider immédiatement une première tranche des engagements bancaires et démarrer son remboursement et, enfin, à inciter les banques à financer l'exploitation de la STIP en remboursant les autres tranches moyennant une majoration de chaque échéance des crédits de gestion d'un taux croissant avec l'engagement de chacune des banques.

La société mère s'est officiellement arrangée avec deux banques et continue à négocier avec les autres banques concernées pour le traitement de ses engagements.

Faute de concrétisation de la restructuration financière de la société mère, des doutes importants pèsent sur la continuité d'exploitation du groupe. L'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs pourrait s'avérer inappropriée.

8-2- La note **V.2** aux états financiers dont le contenu indique que le groupe encourt un passif au titre des indemnités de départ à la retraite stipulées au profit du personnel de la société mère et de ses filiales SOMACOP et SOMACOP PLUS en vertu des dispositions de l'article 57 de la convention d'établissement pour la STIP et de l'article 47 de la convention collective nationale de la mécanique générale et des stations de vente de carburant pour ces deux filiales.

Toutefois, ce passif, n'a pas pu être fiablement estimé en raison du caractère aléatoire lié aux différentes hypothèses actuarielles (taux de rotation du personnel, taux des départs anticipés à la retraite, table de mortalité, taux d'actualisation, salaire de fin de carrière,...) et justifiait, conséquemment, qu'une information dans les notes soit fournie conformément au paragraphe 18 de la norme NC 14 relative aux éventualités et aux événements postérieurs à la date de clôture.

8-3- La note **V.3** aux états financiers dont le contenu indique que la confrontation entre les engagements comptabilisés par la STIP jusqu'au 30 juin 2010 et ceux arrêtés, à la même date, par certaines banques ayant confirmé les dits engagements dans le cadre de la privatisation qui était envisagée par ouverture du capital à des investisseurs stratégiques a permis de relever des écarts entre ceux pris en compte en comptabilité et ceux inscrits sur les livres de ces banques au titre des intérêts et des engagements par signature pour respectivement 294 mDT et -1.390 mDT. Ces écarts, qui peuvent avoir un impact sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2011, n'ont pu être actualisés en l'absence de confirmations plus récentes des engagements de la STIP envers le secteur bancaire.

8-4- La note **V.4** aux états financiers qui indique que la société mère a fait l'objet, au cours des premiers mois de 2012, d'un contrôle fiscal couvrant les années 2009 et 2010 au titre de l'impôt sur les sociétés, des acomptes provisionnels, de la TVA, de la retenue à la source, de la TFP, de la contribution au FOPROLOS, de la TCL et de la taxe au profit du FODEC. Les résultats de ce contrôle fiscal ne sont pas encore notifiés à la société mère.

Fait à Tunis, le 19 juin 2012

Les commissaires aux comptes

AMC Ernst & Young

Mohamed Zinelabidine CHERIF

Financial Auditing & Consulting

Mohamed Neji HERGLI